UNION OUVRIERE

pour l'abolition de l'esclavage salarié !

Mensuel N°6 — *15 Mai 1975* — *Dans les Kiosques, 1F.*

PORTUGAL : et maintenant ?

Le rideau est tombé sur la scène électorale portugaise. Le « socialiste » Soarès (38 % des voix) croit être devenu, par la grâce du suffrage universel, un grand homme. Le stalinien Cunhal (13 % des voix), fait contre mauvaise fortune bon cœur et proclamme à tue-tête que ce vote ne « changera rien » au « processus révolutionnaire » en cours. Les officiers du M.F.A., eux, laissent bavarder les honorables parlementaires, après avoir pris la précaution de tracer, dès avant même les élections, le cadre dans lequel leurs bavardages étaient tolérables. De Paris à Pékin et de Washington à Moscou, tout le monde rend hommage au « sens civique » des malheureux ouvriers et paysans portugais : Paris, parce que les « démocrates pluralistes » l'emportent, Washington parce que le P.C.P. subit un revers, Moscou parce que le « non alignement » du « nouveau Portugal » est autant de pris sur le dispositif U.S. en Méditerranée, et Pékin parce que Moscou ne s'assure pas de positions trop solides dans la région. Pendant ce temps, les trois brigands arment des troupes qui s'affrontent en Angola sous couvert de « libération nationale », tandis qu'à Lisbonne même, la bataille électorale terminée, l'Etat prépare les prolétaires aux « durs sacrifices » de la « nécessaire bataille de la production ».

LA CONSTITUANTE ET L'ARMEE

Jusqu'ici, la restructuration de la classe dominante à Lisbonne n'a du de pouvoir s'opérer dans un calme relatif qu'à deux facteurs. A la prise en main de tous les pouvoirs réels par l'armée d'une part. A l'encadrement du prolétariat par les staliniens, d'autre part, dont les militaires eux-mêmes ont maintes fois proclamé qu'ils avaient été leur plus ferme soutien, et qu'ils demeuraient un de leurs principaux outils de pouvoir.

Au cas où les bons à rien « modérés » des futurs parlements tenteraient d'opposer leur « représentativité » électorale au mouvement de concentration étatique du capital, ou leur « pluralisme » à la tentative militaro - stalinienne de contrôler les prolétaires au sein du syndicat unique qu'ils ont constitué, cette relative stabilité pourrait être menacée. Mais, pour cette raison même, la marge de manœuvre des Soarès et compagnie est réduite.

Les militaires auront le soin de ne pas se séparer de Cunhal tant qu'il leur sera utile, et il le demeure. Quant au reste, l'armée a pris ses précautions en forçant, quinze jours avant les élections, tous les partis à s'agenouiller devant son propre programme, et à reconnaitre sa prééminence pour une période de trois à cinq ans au minimum.

C'est que, pour le capital portugais, il n'y a pas cinquante solutions : les développements actuels des contradictions qui avaient imposé Salazar, puis qui, cinquante ans après, ont valu à Caetano son exil sud-américain, imposent aujourd'hui une centralisation économico-politique et un encadrement du prolétariat que les militaires, flanqués des staliniens sont, au fond, seuls capables de prendre en charge.

Ce sera donc une constante de toutes les combinaisons possibles à court et moyen terme, que leur présence centrale, qu'elle soit ouverte ou vaguement camouflée. Rien d'important ne se fera, dans le cadre de la constituante, que les militaires n'approuvent, ou, du moins, ne tolèrent.

UN NOUVEL AXE MFA-PS ?

Sur la base de cette constante, quelles possibilités de changements politiques gouvernementaux ? Un nouvel axe MFA - PS n'est pas impossible. Mais à deux conditions : d'abord que les staliniens restent associés au pouvoir. Ils constituent, en effet, pour le capital un moyen infiniment plus efficace de contrôle du prolétariat que tous les députés du P.S. et du P.P.D. rassemblés, et on peut être sûrs que l'armée ne va pas se priver de cadres aussi efficaces et disciplinés pour les beaux yeux

Dessin tiré du journal ouvrier portugais « COMBATE », nº 1 - 21 juin 1974.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

K. Marx (Manifeste du Parti communiste). -1848-

MISERE DU MAOISME.

La misère et l'imbécillité des sectes gauchistes actuelles sont le produit d'une période de reflux gigantesque du prolétariat mondial, d'une période où les acquis, les principes, le sens même du mouvement communiste furent piétinés, dénaturés voire récupérés par le capital et les partis anti-ouvriers nés de la liquidation du mouvement communiste : les partis « staliniens ».

Les fractions gauchistes, nées des réactions confuses de prolétaires et d'intellectuels refusant la collaboration de classe et le pacifisme des syndicats et des partis « communistes » n'ont pu s'élever à la hauteur d'une compréhension communiste de la situation présente, et n'ont pu, de ce fait, rompre réellement avec la gauche capitaliste stalinienne ou social-démocrate.

Les courants maoïstes, qui s'intitulent : « marxistes - léninistes », et qui sont directement issus du tronc stalinien, essayent en vain depuis leur naissance de tenir un discours cohérent sur leur pratique, et tentent désespérément de marier verbalement le prolétariat à leur soutien à la politique « extérieure » du capital chinois et à leurs références constantes à la pourriture nationaliste.

C'est ainsi que le groupe français de l' « Humanité Rouge », résolument accroché aux aspects les plus écœurants de la vieille propagande stalinienne, vient d'engager une campagne sur... la défense de l'indépendance nationale de la France (!), liée au danger d'une guerre imminente entre les deux superpuissances U.S.A. et U.R.S.S., dont l'enjeu serait l'Europe. Et voici comment H.R. (numéro 256) présente et justifie son soutien au capital français : « Quelle doit être donc notre attitude vis-à-vis du capital monopoleur ? A LA FOIS D'UNITÉ ET DE LUTTE. D'UNITÉ,

(suite page 5)

Russie

Le charme discret de l'exploitation planifiée

A l'heure où la fraction occidentale du capital découvre avec inquiétude ou admiration les premiers prodiges de la production automobile en Russie, à l'heure où le second géant mondial — après s'être durant quarante ans assuré des bases solides dans le domaine des infrastructures industrielles — se lance dans la production de « biens de consommation » — valeurs d'échange destinées au marché mondial, et en ces temps d'imbécilité triomphante, il n'est pas inutile de rappeler qu'il n'y a là nul miracle «socialiste» et que la croissance du capital oriental n'est que le produit de l'exploitation forcenée des millions de prolétaires qui triment sous sa coupe. De rappeler que ce sont eux, écrasés, baillonnés, embrigadés par le despotisme étatique, qui ont créé cette masse de richesse sur laquelle ils n'ont aucun droit, et qui ne sert qu'au renforcement de la puissance économique et politique de leurs exploiteurs.

A cette fin, nous publions ci-dessous, pour l'information des prolétaires de ce pays, quelques éléments sur la condition prolétarienne en Russie. Ils proviennent tous de la seule lecture de la presse stalinienne, notamment des publications russes en langue française.

Nulle part au monde plus qu'en Russie, exception faite peut-être de la Chine, n'a été poussé aussi loin le souci d'emprisonner l'ouvrier dans un réseau si serré que, de quelque côté qu'il se tourne, il ne peut rencontrer que l'image de sa totale dépossession de tout pouvoir sur sa vie.

NORMES - PRIMES - RENDEMENTS

Nul besoin de s'étendre sur les heures supplémentaires à outrance — et obligatoires — quand il s'agit de terminer le « plan » en catastrophe; ni sur le travail de nuit. Ce sont là méthodes internationales, et banales, des bagnes, de l'extorsion de la plus-value.

Quant au salaire, le pouvoir absolu de l'Etat sur le prolétariat, l'impossibilité d'organisation et de défense des prolétaires, l'ont ramené à sa forme la plus barbare : salaire aux pièces ou salaire aux primes.

En 1970, 57 % des ouvriers de la métallurgie étaient encore payés aux pièces !

Les autres, payés au temps, subissent le système des primes.

« **La Vie Ouvrière** » citait récemment un exemple parlant : un ouvrier venant de Sibérie travaille en Kirghisie. Sur son salaire total, la moitié seulement est fixe. 50 % de ce montant de base s'y ajoute comme prime de déplacement. Le reste dépend du rendement ! Ce n'est pas un cas accidentel. A Autograd, immense complexe automobile près de la Volga, les primes de productivité atteignent 30 % du salaire.

Une kyrielle de primes sont là pour obliger le prolétaire à travailler de façon satisfaisante pour ses maîtres : primes de « rythmicité (!...) pour ceux qui savent régulariser le rythme de leur travail (et ce qui en dit long sur l'enthousiasme du travailleur russe : elles peuvent atteindre 15 % du salaire de base !); primes pour obtenir de l'ouvrier qu'il « respecte » les matériaux, les machines, qu'il collabore avec l'Administration, les autres ateliers, qu'il élève la qualité des produits, réduise les malfaçons (en U.R.S.S., une proportion énorme de produits sont toujours « à refaire » pour malfaçon).

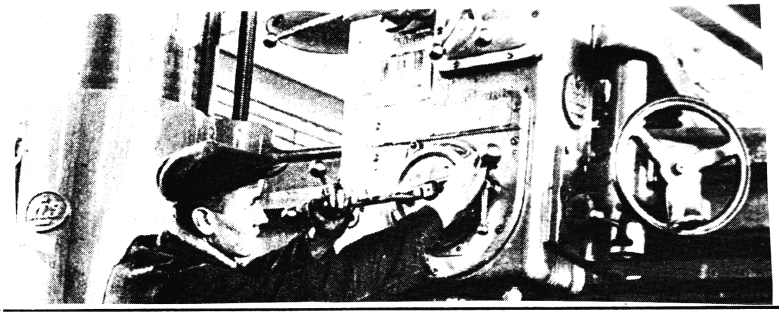
Le taux du salaire y est, bien sûr, différent selon la qualification, la catégorie, l'ancienneté.

Seul le dépassement de la norme, mot roi de l'organisation du travail dans le bloc oriental, donne droit à une augmentation substantielle.

Et les normes, ce sont les ministères des branches d'industrie qui les fixent, sans appel, en fonction du « plan à réaliser »... les directeurs d'entreprises étant appréciés en haut lieu selon la manière dont ils réussissent à imposer ces normes, sans remous, à leurs « employés ».

(suite page 6)

Les citoyens de l'URSS ont droit au travail (art. 118)



PORTUGAL *(suite de la page 1)*

des curés du Nord du pays et de leur clientèle retardataire. A la condition ensuite, qu'en échange d'un ou deux ministères de plus, les « démocrates » du P.S. s'alignent plus nettement encore sur les généraux et que cela constitue pour les militaires une nouvelle assurance d'avoir la majorité de la future Assemblée à leur botte.

Faire une place plus grande au P.S. peut, en effet, servir Costa Gomès. La direction militaire a là une bonne occasion de revêtir sa main de fer d'un gant de velours. Et de contribuer, d'un seul coup, aussi bien à « normaliser » les relations du « nouveau Portugal » avec les U.S.A., l'O.T.A.N. et les puissances européennes, qu'à désarmer à l'intérieur une partie des vieilles résistances caetano - spinolistes. Soarès, qui le sait, a d'ailleurs eu soin, après avoir bruyamment célébré sa « victoire » le 25 avril dernier, de réaffirmer aussitôt qu'il « resterait fidèle à ses alliances ». Il sait aussi qu'il ne peut améliorer sa position de parti qu'à la condition de ne rien toucher à l'édifice fondamental du pouvoir — sauf à jouer le tout pour le tout et à se faire l'homme d'un nouveau spinolisme sans Spinola, mais l'entreprise est risquée.

« LA « BATAILLE DE LA PRODUCTION »

De toute façon, ce qui sera déterminant, ce ne seront pas les combinaisons gouvernementales. La « bataille de la production » qui s'engage aujourd'hui contraindra tous les protagonistes de la lutte des partis au pouvoir à faire passer leurs divergences secondaires à l'arrière plan, et à s'unir dans l'intérêt supérieur du capital national.

Dès le lendemain des élections, le général Otelo de Carvalho (le Castro local, si l'on en croit l'abruti maoïste Serge July, qui chantait récemment les louanges de ce « révolutionnaire » dans « Libération »), exaltant « l'ORGUEIL D'ETRE PORTUGAIS », annonçait déjà la couleur en appelant « LE PEUPLE » à SE PREPARER A D'ENORMES SACRIFICES ».

Costa Gomès, dans son intervention au stade le 1er mai à Lisbonne, embouche la même trompette, disant le besoin qu'il y avait pour le capital de remettre les prolétaires au travail et exhortant son public à « PORTER LA RENTABILITE A SON MAXIMUM DANS LES ENTREPRISES NATIONALISEES ».

Plus clair encore fut le ministre du travail, Costa Martins, qui le 29 avril s'en prenait au DROIT DE GREVE, désormais réputé par tous les lieutenants de l'ordre, d'usage « contre - révolutionnaire ».

Les propos de Costa Martins sont d'autant plus significatifs qu'il est, de tous les militaires, considéré comme l'un des plus proches des staliniens. « SES PRINCIPAUX COLLABORATEURS ET UNE GRANDE PARTIE DU PERSONNEL DU MINISTERE SONT, EUX-MEMES, AFFILIES AU P.C.P. », écrivait le 2 mai, le journal « LE MONDE ».

Et le numéro 1 du ministère de l'exploitation de proclamer : « JE NE SUIS PAS UN DEFENSEUR DE LA GREVE », « DANS LES MOMENTS DIFFICILES QUE CONNAIT LE PORTUGAL, ON PEUT CONSIDERER, EN GENERAL, LA GREVE COMME CONTRE-REVOLUTIONNAIRE », avant de se plaindre de ce que, dans les usines où l'intersyndicale stalinienne n'est pas suffisamment implantée, il lui soit « DIFFICILE DE S'OPPOSER A UN CERTAIN COURANT POLITIQUE QUI POUSSE AUX OCCUPATIONS ».

Après la « bataille » des élections s'engage une autre bataille, bien plus difficile, mais bien plus vitale pour le capital : la bataille pour la caporalisation du prolétariat et une extorsion toujours plus forcenée de la plus-value. C'est sur le terrain de cette bataille-là que pourront se produire les mouvements prolétariens les plus significatifs.

Algérie

La construction du capital national

Avec la peau des travailleurs

Fin février, lors du 19e anniversaire de la fondation de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.), Boumédienne, faisait un discours « marquant » devant les cadres syndicaux sur les thèmes suivants : « Indépendance économique, développement national, augmentation de la production, renforcement du contrôle des travailleurs ». Ainsi étaient définis, sous une terminologie « de gauche » les buts et les moyens de la construction du capital local.

LE BUT : LA CONCENTRATION ETATIQUE DU CAPITAL NATIONAL :

« **El Moudjahid** » des 25 et 26 février, le quotidien national d'information pour « la révolution par le peuple et pour le peuple », rapporte le discours de Boumedienne :

« Le choix du « socialisme » imposait... **une politique de développement planifié** basée en premier lieu sur **l'appropriation par l'Etat** des moyens de production. La récupération des richesses et la **nationalisaiton des entreprises** industrielles s'imposaient comme préalable à toute édification d'une économie socialiste. »

« **La nationalisation des terres coloniales** était un acte politique... une mesure sociale... et économique aussi parce qu'elle visait une profonde reconversion de l'agriculture dans le sens des **intérêts nationaux.** »

« **La nationalisation des ressources minières..** a permis à l'Algérie de renforcer et d'accroître son **accumulation** et de concevoir **une politique d'investissement** sans précédent. »

Mais ces mesures de nationalisation n'étaient que « la première condition à remplir pour donner à notre politique de développement les armes dont elle avait besoin ».

« La lutte que nous avons livrée hier pour récupérer nos richesses naturelles est terminée, **celle de leur revalorisation maximum** et de leur utilisation nationale est déjà entamée. »

LES MOYENS

a) « La bataille de la production » :

« L'engagement de l'Algérie dans ce processus irréversible devait se traduire concrètement par le déclenchement d'une nouvelle **bataille** contre le sous-développement, **aussi dure,** exigeant **autant de sacrifices** que ceux consentis par le peuple durant la lutte armée. »

« Le développement national demande de grands sacrifices » (« **El Moudjahid** »). Ce qui signifie dans la bouche de Boumedienne : « Chers frères... cet objectif ne sera réalisé que lorsque nous aurons gagné **la bataille de la production,** et cette bataille ne sera remportée que **grâce à la conscience, la vigilance et la persévérance dans le travail** ».

b) Le bourrage de crâne sur « la fierté nationale ».

« On comprend aisément la fierté des travailleurs devant toutes ces usines qui naissent. Une fierte qui se justifie par le patriotisme mais aussi par leur conscience d'être partie prenante dans l'œuvre d'édification. Ce sont eux les véritables artisans du développement national, ce sont eux les bâtisseurs des usines, les fondeurs de l'acier, les traceurs de routes et les constructeurs d'écoles. »

c) Et le rôle « responsable » des syndicats.

Après une période de désordre et de morcellement internes qui a « causé un grave préjudice à la Révolution qui a besoin avant tout de compter sur **le dévouement et l'abnégation des travailleurs** pour se développer »... l'U.G.T.A. s'est vue « attribuer de jour en jour, la mission qui lui est naturellement dévolue, celle de mobiliser en permanence les travailleurs derriere le parti, en vue de **renforcer l'action de l'Etat** qui est de **surmonter les obstacles sociaux** que rencontre la politique d'indépendance nationale et de progrès social. »

Le « Congrès de la clarté », en 1973 a enfin permis à l'U.G.T.A. de « trouver sa voie » : « il importe de se mobiliser pour la réussite totale de la gestion socialiste des entreprises en vue de contribuer à **l'augmentation constante de la production et de la productivité..** »

Sans commentaires.

Archives

A nous les audacieux !

Le texte que nous publions ci-dessous, à titre de pièce d'archives du mouvement de subversion communiste des sociétés de classes, est extrait du JOURNAL OFFICIEL DE LA COMMUNE DE PARIS, numéro du 22 mars 1971.

Un salutaire coup de fouet sur le postérieur de tous les empotés de la routine, de l'orthodoxie bêlante ou de la molasserie du scepticisme « cultivé ».

Dans les situations difficiles, il faut l'intelligence prompte et les hardiesses inconnues. Les jeunes, les téméraires, les audacieux, les savants indisciplinés, deviennent nos hommes. L'idée et l'action doivent être libres; ne nous gênez plus, ne réglementez plus, débarrassez-nous une bonne fois des vieux colliers et des vieilles cordes. C'est le conseil que donnait l'autre jour notre ami Louis Jourdan, et ce conseil, c'est le salut.

Les meilleurs en ces temps-ci sont ceux qui voient de loin et qui ont le jarret solide; les meilleurs sont les intrépides du cerveau et du bras; ce n'est point avec de vieux outils et de vieilles traditions qu'on défera le passé et qu'on fera l'avenir. Essayez donc du pas de gymnastique avec les invalides, et vous verrez quelle carrière ils fourniront. Nous sentons cela, nous autres; mais il s'en trouve qui ne le sentent point et ont le tort de se mettre à la place des éclaireurs, quand pour eux et pour nous ils seraient mieux dans la réserve et au dépôt.

Le temps nous dit-on, a manqué pour les grandes réformes. C'est vrai; mais est-il bien sûr qu'autrement, avec les mêmes hommes et les mêmes préjugés, on eût fait mieux ? Il est permis d'en douter. Est-ce que de vieux avocats toucheront jamais à la magistrature ? Est-ce que de vieux diplomates pourront changer de voies ? Est-ce que de vieux généraux souffriront qu'on sorte de la filière et que, d'un bond, on s'élève au-dessus d'eux ? Est-ce que des savants de l'Institut accueilleront jamais à bras ouverts les savants qui n'en sont pas. Est-ce que les méthodistes renieront la méthode ? Est-ce que les attardés de la discipline verront jamais d'un bon œil les irréguliers ?

Non, non, pas d'illusions. Ils ont leur routine et ils n'en démordont point. Ils ont leur route à eux, et ils n'en suivront pas d'autre; ils font tant de pas par minute, et vous n'obtiendrez point qu'ils en fassent un de plus.

Il n'y a que la révolution qui monte les escaliers quatre à quatre, qui enjambe et saute par-dessus les obstacles; il n'y a que la révolution qui sache deviner le génie et faire de grands hommes avec des généraux de vingt-cinq ans. Avec nos formalistes et nos règlements, les Marceau et les Hoche ne sont pas possibles, et pourtant il nous en faut.

Tenir au poste, y brûler de la poudre fièrement et s'y faire sauter, c'est beau et ce doit être le lot de gloire des vieux. Mais quand il s'agit d'aller de l'avant, de changer de tactique et d'éclater en coups d'audace, parlez-nous des jeunes, de ceux qui, au besoin, ne comptent pas l'ennemi et font leur trou dans un corps d'armée comme a fait le 3e régiment de zouaves.

Eh bien ! nous avons besoin de ces audacieux dans l'armée, dans les ministères, au gouvernement provisoire, partout, mais dans l'armée d'abord.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS

LA COMMUNE

Mercredi 22 Mars 1871 (*Suite*)

AVERTISSEMENT

Après les excitations à la guerre civile, les injures grossières et les calomnies odieuses, devaient nécessairement venir la provocation ouverte à la désobéissance aux décrets du Gouvernement siégeant à l'Hôtel-de-Ville, régulièrement élu par l'immense majorité des bataillons de la garde nationale de Paris (215 voix sur 260 environ).

Plusieurs journaux publient en effet aujourd'hui une provocation à la désobéissance à l'arrêté du comité central de la garde nationale, convoquant les électeurs pour le 22 courant, pour la nomination de la commission communale de la ville de Paris.

Voici cette pièce, véritable attentat contre la souveraineté du peuple de Paris, commis par les réacteurs de la presse réactionnaire :

AUX ÉLECTEURS DE PARIS

DÉCLARATION DE LA PRESSE.

Attendu que la convocation des électeurs est un acte de la souveraineté nationale.

Que l'exercice de cette souveraineté n'appartient qu'aux pouvoirs émanés du suffrage universel.

Que par suite, le comité qui s'est installé à l'Hôtel-de-Ville n'a ni droit ni qualité pour faire cette convocation ;

Les représentants des journaux soussignés regardent la convocation, affichée pour le 22 courant, comme nulle et non avenue, et engagent les électeurs à n'en pas tenir compte.

Comme il l'a déjà déclaré, le comité central de la garde nationale, siégeant à l'Hôtel-de-Ville, respecte la liberté de la presse, c'est-à-dire le droit qu'ont tous les citoyens de contrôler, de discuter et de critiquer ses actes à l'aide de tous les moyens de publicité, mais il entend faire respecter les décisions des représentants de la souveraineté du peuple de Paris, et il ne permettra pas impunément que l'on y porte atteinte plus longtemps en continuant à exciter à la désobéissance à ses décisions et à ses ordres.

Une répression sévère sera la conséquence de tels attentats, s'il continuent à se produire.

DÉPÊCHES DE M. PICARD

Général Trochu à colonel Tolain.

Le régiment de ligne qui vous gardait n'est-il rappelé ? et qu'avez-vous pour garder, aberrations folles de Lobeau ?

Garde la garde républicaine de Lob-au. Ce n'est que l'un le cas où la troupe de ligne se replierait qu'il y aurait lieu d'évacuer la chambre.

Laissez donc les volontaires, les mobiles, choisir librement leurs chefs, et ils vous montreront qu'ils ont le coup d'œil sûr et la main heureuse. Ils sont les premiers intéressés à ne pas se tromper et il importe qu'ils aient pleine confiance dans les hommes qui marchent à leur tête.

P. JOIGNEAUX.

POUR T'ABONNER :
sous bande :
1 an : 15 F
Sous pli fermé
1 an : 25 F
M. Bernard LACOSTE
C.C.P. 3425 40-V Bordeaux.

SI TU VEUX PRENDRE CONTACT. passe aux permanences de l'UNION OUVRIERE :

A LILLE :

prends contact avec les vendeurs d'U.O, tous les dimanches, au marché de Wazemmes, de 10 h 30 à midi.

A POITIERS :

tous les mercredis, de 19 h 30 à 20 heures à « LA TAVERNE », 1, petite rue Sainte - Catherine (escalier dans la cour).

A MULHOUSE :

tous les mardis, de 18 heures à 20 heures, au local de Klapperstei 4, rue Gutenberg.

Bâtiment

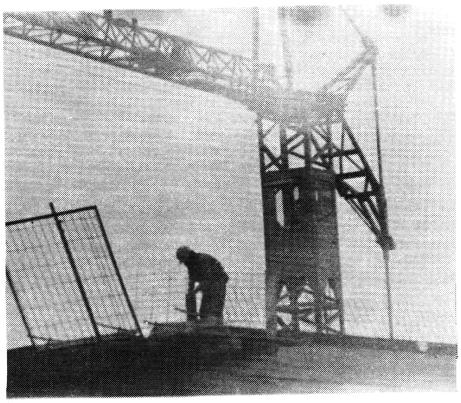
Contribution à un dossier sur la condition prolétarienne

« Il y aurait lieu de faire une vaste enquête sur la condition prolétarienne dans l'époque présente », écrivions-nous dans notre n° 3.

Nous ouvrons aujourd'hui le dossier en publiant le témoignage d'un ouvrier du bâtiment de Toulouse.

Les prolétaires n'y trouveront rien qu'ils ne connaissent déjà. Et trop bien. Mais, dans ce qu'il a de banal justement, un tel document est un cinglant démenti à toutes les phrases creuses sur l'« amélioration du sort des prolétaires » ou la « disparition du prolétariat » dont se gargarisent tant les idéologues bourgeois du jour.

Il sera suivi d'autres textes qui cerneront, petit à petit, **tous** les aspects de la misère prolétarienne moderne. Tant il est vrai qu'elle n'est pas qu'économique.



« J'ai fait mon apprentissage dans le Lot, chez un artisan, dans la peinture, avec un contrat de trois ans. J'étais payé 10 francs par semaine, logé et nourri.

Mais finalement, quand j'ai été marié, j'ai quitté la région pour venir travailler à Toulouse, surtout parce que je ne pouvais plus me permettre de ne travailler que sept ou huit mois dans l'année, comme ça se fait couramment dans les petites boites, et être réembauché après trois mois de chômage quand à nouveau, il y a du travail.

LES ARTISANS

A Toulouse, je ne voulais pas entrer dans une grosse boite parce que j'avais peur qu'on m'oblige à faire n'importe quel boulot sans que je puisse refuser. Je suis allé à l'Agence pour l'Emploi et, après avoir fait la queue pendant quatre jours, un petit artisan m'a embauché.

C'était un drôle de type. Il me payait très irrégulièrement. Il me doit encore 2 500 francs d'ailleurs, et il ne payait même pas ses cotisations à la Sécurité Sociale, bien qu'il n'ait jamais oublié de les retenir sur notre salaire.

Il avait un truc : à peu près tous les cinq ans, il se déclarait en faillite.

C'est assez courant chez les petits patrons : ils attendent de ne plus avoir de commandes, ils licencient leurs ouvriers, se déclarent en faillitte,. avec tous les avantages que ça comporte, et se réinstallent à leur compte un peu plus tard, sous un autre nom, en prenant de nouveaux ouvriers.

En plus de ça, cet artisan se disait communiste, il faisait partie d'une cellule. Il parait qu'il a été vidé du Parti communiste par la suite. Je suis allé parler de mon cas à la Bourse C.G.T. On m'a envoyé voir le syndic chargé de la liquidation de l'affaire du patron. Mais, comme il est de tradition dans ce genre d'affaire, celui-ci n'avait rien à me donner pour payer mon salaire en retard.

Dans la Haute-Garonne, il doit y avoir à peu près 2 000 artisans peintres. Ça pose évidemment d'énormes problèmes d'organisation pour les gars qui travaillent avec eux. Quand dans une boite il y a un ou deux ouvriers et un patron, on voit le problème quand il s'agit de faire grève ! Les ouvriers sont dispersés. Les licenciements sont monnaie courante, pour un oui ou pour un non. On peut être licencié parce que le travail baisse ou seulement parce qu'on a osé demander une augmentation de salaire...

Quant à mon second employeur, je l'ai quitté quand il m'a proposé de passer « chef ». J'avais des scrupules : la boite allait s'agrandir, et accepter ce genre de poste, ça voulait dire faire travailler les copains au maximum pour que l'affaire du patron marche et se développe.

LES SALAIRES

Je suis retourné à l'Agence pour l'Emploi, et j'ai été embauché dans une entreprise plus importante, qui a assez bonne reputation... parce qu'elle est celle qui, parait-il, verse les salaires le plus régulièrement.

Il est courant, en effet, que dans cette branche, la peinture et, en général, dans ce qu'on appelle le « second œuvre », les payes soient très irrégulières, ou qu'il y ait des coups de ciseaux pour un rien dans les salaires. Souvent les payes sont données seulement le 10 ou le 15 du mois. Et rares sont les entreprises du bâtiment où il n'y a pas de gars payés en dessous du S.M.I.C. : c'est le cas de la plupart des manœuvres et des O.S., et cela, bien sûr, malgré les Conventions Collectives.

LA HIERARCHIE

On est entre 60 et 80 suivant les périodes. A part une boite de second œuvre qui emploie 200 gars, presque tous immigrés, c'est la moyenne pour une entreprise de second œuvre.

Mais ce petit nombre n'empêche pas l'éventail hiérarchique : au plus bas de l'échelle, il y a un O.S., un immigré, qui a été embauché pour faire un boulot qu'aucun peintre n'acceptait de faire tellement il est dégueulasse : recouvrir les plafonds d'enduit projeté. Le ciment projeté par air comprimé retombe sur le gars, abime les yeux, les mains... Et c'est lui qui est le plus mal payé Il voulait faire de la peinture comme les autres, mais il n'a pas de C.A.P. et la F.P.A. a refusé de le prendre.

Après cet OS, il y a l'OQ 1, sorti en général de F.P.A. Ensuite les OQ 2 et OQ 3.

OQ 3 est une nouvelle qualification très particulière : elle est née d'un accord national sur les qualifications entre patronat et syndicats (dont la C.G.T.)... et elle permet tout simplement au patron de payer moins les gars et de ne pas leur donner la qualification la mieux rémunérée, celle d'OHQ Les résultats furent magnifiques et immédiats : par exemple, moi qui étais OHQ, on m'a remis OQ 3 sous prétexto que j'avais sauté cette qualification !

Sur ce problème des qualifications, il y a parfois des discussions assez vives avec un délégué C.G.T. qui les défend. Après tout, nous en sommes tous au même point dans cette galère, chaque matin nous allons vendre notre force de travail et chaque soir nous rentrons tous crevés chez nous. Les travaux sont tous plus pénibles les uns que les autres. Et voilà-t-il pas qu'il faudrait aller mendier chacun pour soi une qualification supérieure ? C'est écœurant.

Dans « le gros œuvre », la maçonnerie en particulier, l'éventail est encore plus important. Il y a les manœuvres catégories 1 et 2; les OS 1, 2 et 3; les trois ouvriers qualifiés et ouvriers Hautement Qualifiés. Plus les chefs : chef d'équipe n. 1 et n. 2, les chefs de chantiers et quelques-uns au-dessus dans les grosses boites.

L'ATTITUDE DE LA C.G.T.

Les militants syndicalistes « bien dans la ligne » C.G.T. se battent toujours sur ce terrain des classifications. Ils vont même demander au patron personnellement un avancement pour un tel et un tel, en faisant valoir que celui-ci est un « bon ouvrier » tandis que cet autre « fait mal son travail ». Faut le voir pour le croire !

Ils sont d'ailleurs les rois de l'intervention à l'amiable auprès des patrons. Et ils jouent les philantropes, les bonnes à tout faire, donnant l'habitude aux gars de leur déléguer leurs pouvoirs, de ne jamais se mobiliser en masse pour se défendre mais de tout attendre de quelques préposés aux petits services.

LES RENDEMENTS

Que l'on travaille à l'heure ou « à la tâche », il y a toujours un rythme imposé par les chefs. Un tapissier, actuellement doit poser vingt rouleaux par jour. Il y a quelque temps c'était seize. Les patrons du bâtiment gagnent un fric énorme sur notre dos : d'après le salaire qu'il nous donne, notre exploiteur à nous gagne à peu près 500 francs par personne et par jour si le tapissier travaille à l'heure. Sur le dos des tâcherons, qui sont mieux payés (jusqu'à 4 000 F), mais qui travaillent comme des bêtes et arrivent à poser cinquante rouleaux dans la journée, la plus-value extorquée est faramineuse. Il faut dire que ces gars-là, connus pour bosser comme des machines, sont vite crevés après quelques années à ce rythme.

Et chez les maçons, les conditions de travail sont encore plus dures : ils sont pratiquement obligés de travailler de 10 à 12 heures par jour en été, pour contrebalancer l'absence de travail en hiver Quand ce n'est pas toute l'année que certains patrons obligent tous leurs ouvriers à travailler à la tâche.

Et pour faire travailler plus vite, comme dans toutes les autres branches d'industrie, sévit le système des primes, celles surtout qui obligent les travailleurs à risquer leur peau : primes d'insalubrité, primes d'échafaudages qui... varient avec la hauteur !

LE RACISME

L'année dernière, sur le chantier du Parc des Fontaines, il y a eu deux accidents mortels en quinze jours. Il y en a qui ont dit : « C'est des ratons. Tant mieux. » Après une collecte organisée pour les familles des travailleurs assassinés, on a même vu fleurir une inscription raciste dans le genre : « C'est trop pour cette racaille qui vient travailler en France ». Mais d'autres travailleurs ont aussitôt ripposté en inscrivant dessous « SS, fasciste », ce qui est une bonne chose.

Il y a des racistes, bien sûr, parmi les travailleurs, bien qu'ils ne s'en vantent pas. Ce sont surtout les chefs qui le proclament fièrement et propagent ces préjugés honteux.

Chez nous, par exemple, il y a un travailleur algérien qui est délégué syndical suppléant Les chefs l'insultaient continuellement en disant : « Y a pas besoin d'un raton pour défendre les Français ». Il voulait laisser tomber mais les gars du chantier, une trentaine d'immigrés et des Français, sont venus lui demander de rester. Et il est resté.

Ce qui est horrible, c'est que souvent ces camarades immigrés se sentent tellement désorientés, tellement isolés, qu'ils se referment sur eux-mêmes, n'osent plus prendre aucune initiative et supportent tout. Il y en a un qui est venu une fois chez moi, on s'entend bien au travail, mais il est tellement gêné, qu'il n'ose pas revenir à la maison de peur de déranger.

LES CONDITIONS DE SECURITE

Il y a eu à peu près 11 400 accidents en 1973 dans la région Midi-Pyrénées, dont trois cents mortels.

Maintenant, depuis deux ans, les filets de protection sont obligatoires. Auparavant, toute chute était catastrophique à cause du sol encombré de planches, ferrailic, etc, etc.

Ce sont les patrons du bâtiment qui se sont eux mêmes préoccupés du problème : pour une raison simple : les accidents leur revenaient trop chers !

Ils préfèrent maintenant acheter un minimum de protection à leurs esclaves. Et les camions de démonstrateurs de dispositifs de sécurité qui passent sur les chantiers ne manquent pas d'insister sur le fait que si les ouvriers sont protégés, le patron, lui, gagnera du temps et de l'argent car ses employés travailleront avec plus d'entrain.

Parmi les accidentés du travail, les menuisiers sont célèbres : on en voit partout sur les chantiers avec des doigts en moins.

Quant aux maladies professionnelles, les plus répandues sont la gale du ciment, et chez les peintres, l'eczéma parce qu'ils se nettoient la peau à l'essence pour ôter la peinture. Le savon spécial pour le nettoyage est pour ceux qui utilisent le pistolet, ou les rampes et totalement absent, comme sont absents les masques l'éclairage dans les cages d'escaliers des immeubles. Pour s'éclairer, il faut souvent se contenter de loupiotes, et comme on est obligé de bricoler une installation électrique, on travaille au milieu de fils entremêlés et de raccords improvisés.

Pour ce qui est des ceintures de sécurité, c'est écœurant : un modèle vient d'être interdit récemment parce qu'elle passait seulement autour de la taille, et quand l'échafaudage cassait, le gars suspendu dans le vide avait les reins cassés. Les commissions de sécurité viennent de s'en apercevoir après coup.

Et de toute façon, même si officiellement, les normes de sécurité sont acceptées dans la boite, dans les faits les chefs obligent les gars à travailler à un rythme infernal et la sécurité est laissée de côté. Il faut faire vite, on n'a pas le temps de mettre les garde-corps et, souvent, quand il faut tripler le poids de l'échafaudage par des contrepoids, on le fait avec négligence et l'échafaudage dégringole.

Mais ce qui est encore plus dangereux, c'est tout ce qui touche à l'entretien du matériel. Et cela va des échelles aux barreaux cassés jusqu'aux moufles qui servent à enrouler les câbles, dont les engrenages sont usés... et quand ça casse brusquement, c'est tout l'échafaudage qui descend, les gars avec.

L'HYGIENE

A midi, la plupart du temps, le temps de repas est limité à trois quarts d'heure. On mange sur les chantiers, dans la poussière, sur les bidons, dans les caves, où on peut. C'est toute une bagarre pour obtenir une table. Dernièrement encore le patron nous a demandé si par hasard « NOUS NE VOUDRIONS PAS AUSSI UNE BONNE EN TABLIER BLANC ».

Quand il n'y a plus de savon, même histoire. Les chefs ne font pas tant de manières quand il s'agit de nous envoyer de nouveaux seaux de peinture pour bosser !

L'an dernier, sur le chantier Midi-Fac, les gars se déshabillaient et mangeaient là où étaient entreposés les bidons de peintures et de produits toxiques. Les vêtements mêmes en étaient abimés. Finalement, ils ont obtenu un Algeco (cantine roulante de chantier), mais le patron commençait à nouveau à y entreposer des bidons. Il a fallu encore se battre pour obtenir cette chose incroyable : pouvoir manger un tant soit peu proprement et pas comme de pures et simples bêtes de somme, dans la crasse et les vapeurs nocives. »

« Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien. »

K. Marx
Lettre à Schweitzer
13 février 1865

Misère du maoisme.

(Suite de la p.2)

sur l'objectif commun : la lutte contre les deux super-puissances, en particulier le social-impérialisme et ses agents... » (...) « IL FAUT SE TENIR PRETS, IL FAUT RENFORCER LA DEFENSE NATIONALE » (...) » UNITE contre les saboteurs, ceux qui démobilisent les appelés, ceux qui de fait prônent l'armée de métier, lutte contre le défaitisme et la capitulation inoculées par les révisionnistes et leurs adjoints... pour une véritable instruction militaire sérieuse; pour que l'armée soit liée au peuple, etc... » Bref H.R s'engage à soutenir tout effort de guerre de la bourgeoisie, reprenant la perspective d'une lutte future de « libération nationale » en France et de la nécessité d'un BLOC DES CLASSES pour... défendre la « patrie » !

Pour H.R., les masses « françaises » doivent se préparer à aller à la future boucherie impérialiste derrière leur propre bourgeoisie, à la défense du capital. Il s'agit dès maintenant de renforcer l'armée, d'allonger le service militaire et, pourquoi pas, de ne pas trop revendiquer demain pour ne pas affaiblir le capital « national »... ce qui ne pourrait manquer de faire le jeu des super-puissances.

Dans la foulée, les scribes locaux du président Mao, se lancent dans une surenchère chauvine et délirante vis-à-vis du P.C.F. lui-même, qualifié pour la circonstance de « cinquième colonne » du social-impérialisme russe. Dans un tract distribué dans un meeting de la gauche à Lille, H.R., s'adressant au P.S. et aux... radicaux de gauche, leur demande de rompre leur alliance avec le P.C. sous peine de « finir comme leurs homologues portugais », et dans le même tract, H.R. se félicite des positions du P S. en faveur d'une défense nationale forte...

Pour ce sale travail de révalorisation du patriotisme et du chauvinisme, les maoistes ne pouvaient manquer de trouver des compères qui eux, du moins, ne s'embarrassent pas d'une phraséologie « de gauche ». C'est ainsi que dans le n. 258 d'H.R. on peut lire le compte rendu d'un meeting de soutien au Cambodge où nos défenseurs de la patrie se vantent presque d'avoir tenu cette réunion avec des organisations anti-impérialistes et démocratiques telles que l'U.J.P., la revue « l'Appel » (gaulliste), etc.

Des communistes, les pantins « maoistes »?
Ou de la merde archiréactionnaire **?**

Nantes
St Nazaire

La guérilla ouvrière

Nous avions publié, dans le numéro 5 d'UNION OUVRIERE, une correspondance de Saint-Nazaire relatant la tentative d'une centaine d'ouvriers de la SOTRIMEC de libérer trois de leurs camarades bouclés par les flics au commissariat de police de la ville, et leurs attaques du commissariat et de la sous-préfecture.

Nous reproduisons aujourd'hui des extraits de la presse locale sur les affrontements quasi-quotidiens qui opposent dans la région prolétaires et forces de police en une véritable GUERILLA.

Les limites de ces mouvements tiennent à la fois à leur relatif isolement (les ouvriers se battent usine par usine), et à leur caractère défensif (ils sont, pour la plupart, provoqués par des fermetures d'usines et des suppressions d'emplois). Mais, par leur violence et leur répétition, par les objectifs aussi qui sont ceux des manifestants (commissariats de police, sous-préfectures, chambres patronales, etc), ils sont un indice significatif des possibilités que les prolétaires auraient de répondre à la crise.

Après avoir éprouvé la nullité complète de toutes les « démarches » pacifistes, les prolétaires ont été poussés en avant vers des affrontements violents avec les représentants locaux du capital. Ce n'est qu'en se dépassant encore, vers la destruction du salariat (la production POUR L'USAGE et non pour l'échange marchand) et les conseils communistes, et en se généralisant, que le mouvement pourra faire le saut qui rendra tout retour en arrière impossible.

300 parcmètres font les frais des manifestations des métallos de Dubigeon et des A.C.B. à Nantes

Violente manifestation
es ouvriers de Garnier à Redon

Important dégâts à la sous-préfecture

Quelques vitrines d'entreprises intérimaires, déjà cassées lors de la manifestation du 10 avril, ou ayant échappé au « cassage » tombèrent également. Elle fut marquée de quelques incidents, barbouillages sur la chaussée et sur certaines vitrines, barbouillage d'un camion de la fourrière, barbouillage devant la préfecture où un commandant du Corps Urbain, qui voulait intervenir, fut copieusement éclaboussé de peinture

Neuf blessés dénombrés après les manifestations de Redon

RENNES (C.P.). — Les pompiers de Redon ont passé leur matinée de mardi à effacer les séquelles de la violente manifestation de lundi soir devant la sous-préfecture où neuf blessés ont été dénombrés dont quatre parmi le service d'ordre (deux commissaires de police).

Outre les dégâts causés à la sous-préfecture, les manifestants ont brisé deux vitrines de la façade d'un magasin appartenant à M. Tiger, le maire de Redon.

La sous-préfecture, dont le portail a été arraché, était gardé mardi par un peloton de gendarmes mobiles.

A Redon, beaucoup d'habitants et particulièrement les commerçants, tout en se déclarant solidaires des ouvriers qui luttent pour leur emploi, se montrent inquiets de la présence d'éléments étrangers à Redon. Au cours de la manifestation de lundi, dix personnes ont été interpellées ; lundi soir, deux ont été gardées à vue et ont été traduites devant un tribunal en vertu de la loi anticasseurs. Le jugement sera rendu aujourd'hui.

Application de la loi anti-casseurs

RENNES (c. p.). — Le Tribunal de Grande Instance de Rennes a condamné hier après-midi les deux manifestants interpellés à Redon au cours d'incidents devant la sous-préfecture, lundi soir, à des peines de prison avec sursis : Philippe Dufraiche, 24 ans, aide picteur, à Saint-Jacut-les-Pins (Morbihan) à 4 mois ; Aimé Rouxel, 48 ans, cultivateur à Rieux (Morbihan) à 6 mois.

Il était reproché aux deux hommes d'avoir participé à la démolition du portail de la sous-préfecture. Ils tombaient sous le coup de la loi anti-casseurs (article 314).

Les chiens du vieux monde saluent l'U.O. en aboyant

Les chiens de garde politiques et syndicaux du P.C. de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont salué à leur façon la naissance de l'**UNION OUVRIERE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE SALARIE.** Dans de nombreuses villes et usines ils ont honoré notre fraction d'insultes massives et répétées. Ce qui nous flatte, c'est qu'ils ont toujours cru devoir ne pas lésiner sur les moyens pour nous combattre. Ainsi chez Derrupé (Poclain), à Bordeaux, un tract de **sept pages (!)** de la section C.G.T. contre le groupe U.O. de l'usine : **« LE CALOMNIATEUR QUI ESPERE NOUS DETRUIRE ».** Un dessin représente un de nos camarades pissant sur « l'échelle mobile C.G.T. ». Nos publications dans l'entreprise sont largement citées.

Mais les staliniens les « expliquent » aussi. Voilà ce que ça donne : « **Aussitôt le débrayage effectué, une grossière manœuvre est montée** (par les loups garrous de l'U.O. !). **Elle consistait à entraîner les délégués C.G.T. (!) ainsi que les ouvriers grévistes à une provocation en envahissant les locaux de la direction. Le piège étant rapidement éventé les ouvriers et les élus C.G.T. refusant de se laisser entraîner dans l'aventure, ceux-ci sont traités de « lâches ». (« Union Ouvrière » du 12 décembre 1974). »**

A Bordeaux - Gare « **Bulletin du Syndiqué** » C.G.T. de la sous-section des salles de tri du 27 mars 1975 : une page et demie consacrée à la dénonciation de l'activité révolutionnaire d'un camarade de l'U.O. Cité nominalement comme militant de notre fraction, ce camarade sera licencié par la direction des Postes dans les jours qui suivent et une lettre spéciale en date du 16 avril, l' « informera » de ce qu'il n'est plus « autorisé à subir les épreuves du concours » qu'il devait passer pour obtenir sa titularisation.

Le « Bulletin du syndiqué » des staliniens C.G.T. du tri cite, lui aussi, abondamment les tracts U.O. du secteur, dont ils vont jusqu''à écrire que « **s'appuyant sur des faits précis** », ils « **ont retenu l'attention de tous** ». « **A travers ces écrits, les militants de notre organisation sont littéralement traînés dans la boue et la C.G.T. est bafouée. On peut relever : « nouilles syndicales très peu enclins à nous défendre », « entre valets on se comprend », « chiens couchants du capital », « lieutenants syndicaux », etc.** »

De notre camarade, il est dit qu'il « **reconnaissait devant la commission exécutive être l'auteur de ces tracts et être fier de porter de telles appréciations sur la C.G.T. et ses militants** ». Comme il a eu la même attitude en face de la direction en refusant de répondre à ses questions, sa **fierté** de communiste l'a jeté à la rue. Que voulez-vous ma bonn'dam', ils sont comme ça les jeunes d'aujourd'hui !

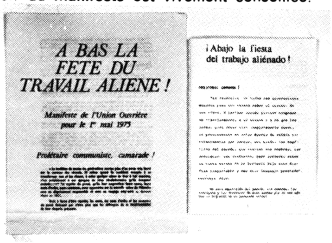
A la C.I.I., à Toulouse, le 12 mars 1975, la C.G.T. consacrait une importante part de son tract « **A propos de...** » à l'agitation entretenue par les révolutionnaires et notamment par notre fraction. « **Dans la période actuelle,** écrivait la bonzaillerie locale, **les écrits de ces gens-là peuvent semer la confusion dans l'esprit**

(suite page 6)

Nouvelles de l'U.O.

● Le journal ouvrier révolutionnaire portugais « **Combate** » a reproduit, dans son numéro 19 (14-28/III/75) le texte de la « **Lettre ouverte aux travailleurs de la SEAT** » que nous avions publiée dans le numéro 3 de l'U.O.

● Pour le 1er mai 1975, l'U.O. a tiré à 3 000 exemplaires un **Manifeste : « A bas la fête du travail aliéné ! »**, qui a été vendu un peu partout dans le pays. Ceux de nos lecteurs qui n'auraient pu en avoir connaissance, peuvent l'obtenir en écrivant au journal. Les camarades espagnols des **Ediciones Mayo 37** ont repris ce texte à leur compte, et l'ont publié en préface à une brochure de Munis sur les journées de mai 1937 à Barcelone. Toute traduction, reproduction et diffusion du **Manifeste** est vivement conseillée.



● Viennent de paraitre, à 3 000 exemplaires également, en brochures séparées, deux textes de l'U.O. : « **L'esclavage salarié est une horreur sans fin. La révolution communiste lui prépare une fin pleine d'horreur.** » (Quelques éléments sur les formes et le contenu de la société de classes moderne), suivi de « **Pour la subversion de toute société de classes** (12 pages, 1,50 F), et « **Quand le doigt montre la lune, l'idiot regarde le doigt** », remarques matérialistes sur les rapports des fractions communistes à la classe des prolétaires (16 pages, 2 F). Pour toute commande écrire au journal.

RUSSIE *(Suite de la p. 2)*

DU STAKHANOVISME A LA PARTICIPATION...

La grande découverte du stalinisme des années 1930 avait été le stakhanovisme. Si aujourd'hui le « héros du travail soviétique » qui donna son nom à ce système d'exploitation forcené a quelque peu perdu son auréole pour la bureaucratie, c'est bien par rentabilité, et non par souci humanitaire : de l'astuce grossière qui consiste à faire travailler à des cadences infernales un ou plusieurs ouvriers pour proclamer ensuite que ce que l'un fait, les autres peuvent le faire aussi, et augmenter ainsi les « normes » pour tout le monde, on a seulement rebadigeonné la façade. Il ne s'agit plus de stakhanovistes, mais de « bons éléments montrant l'exemple ». Et surtout il s'agit plus « d'émulation collective » que de performance individuelle.

Les directions d'entreprises, aidées par les mille et un apparatchiks — qui grouillent dans les coins, surveillent, interrogent, mettent en fiche les travailleurs suivant leur attitude au travail — incitent des équipes, des ateliers, des usines à rivaliser entre elles sous promesse de « récompenses ».

L'avantage sur le stakhanovisme désuet est évident. La même **Vie Ouvrière** se croyait obligée de préci-ser : « Il ne s'agit pas d'organiser je ne sais quelle concurrence entre salariés, mais d'une saine émulation dans l'intérêt général ! » A tort. Car il s'agit bien de diviser d'abord, et d'obliger ensuite tout un chacun à participer à cette course : qu'un seul refuse, et il pénalise par « sa mauvaise volonté », son « sabotage », tous ses camarades de travail.

Mais il faut croire que ce système qui se veut alléchant laisse froid le prolétariat russe, puisque, depuis 1970, une formule nouvelle se fait jour : l'intéressement des ouvriers au profit de « leur » entreprise !

On le voit, la bonne vieille « participation » n'est pas l'apanage de la fraction occidentale du capital. Et il n'y a rien d'étonnant à cela : quel autre subterfuge peut mieux que celui-ci lier l'esclavage à son maître ?

Désormais, dans nombre de grosses unités de production, l'enveloppe des primes ne sera plus retenue sur le fonds de salaire de l'usine, mais directement sur le profit réalisé à la fin du plan. On a simplement légèrement inversé les termes de la stimulation matérielle, les primes dépendant maintenant des résultats globaux de l'entreprise.

Un changement dans la continuité qui possède un avantage : mettre tous les travailleurs dans la même galère et faire dépendre les gratifications, qui comme on l'a vu représentent toujours une énorme part du salaire, de la « collaboration » de tous. Le tout barbouillé de la sauce idéologique adéquate : l'ouvrier doit se sentir responsable de « son » usine, « patron », et contribuer à sa bonne marche. Dans les formules mêmes, rien de très neuf depuis l'autogestion à la yougoslave, la collaboration à la scandinave ou la participation à la française.

TAYLORISME ET PSYCHOLOGIE

La coupure est si totale entre gestionnaires de la production et prolétariat qu'aucune propagande, aucun bourrage de crâne ne fait rien à l'affaire et que la recherche de nouveaux « stimulants » reste l'éternel casse-tête de la classe exploiteuse russe.

Avec le développement du potentiel industriel, le taylorisme atteint aujourd'hui en Russie ses pleines possibilités. Mais par contre-coup il augmente encore les problèmes d'utilisation de la main-d'œuvre : car qui dit taylorisme dit mécanisation de plus en plus poussée, segmentation, parcellisation du travail humain, demande croissante d'ouvriers non-qualifiés dont l'intervention dans la production se réduit à un simple geste répété à l'infini. Qui dit taylorisme, dit monotonie du travail et « inadaptation » de la main-d'œuvre.

Pour aller au-devant de ces problèmes, ont été créés en U.R.S.S. des « **laboratoires de psychologie du travail** » : des milliers de spécialistes russes avec quelques années de retard sur leurs homologues des pays scandinaves, du Japon, ou des U.S.A., étudient les meilleurs moyens de faire accepter à la classe ouvrière la déshumanisation toujours plus poussée de son travail, tout en augmentant la productivité. Et tous les grands complexes industriels qui viennent d'être mis en activité récemment accordant de plus en plus d'importance à « l'ambiance » dans l'usine... allant jusqu'à se préoccuper de la couleur des murs des ateliers.

On trouve un exemple éclatant de cette modernisation de l'exploitation dans le fameux complexe automobile Togliatti, sur la Volga, où distributeurs d'eau, tables de jeu avec dominos, bancs pour les équipes de remplacement, jalonnent les couloirs mais où les cadences sont tout aussi rapides qu'en Occident, et où l'ouvrier reste tout aussi étranger à son travail, à son produit qu'il peut l'être partout ailleurs dans le monde de Détroit à Billancourt.

Et par quoi répond l'ouvrier russe ? Par le je-m'en-foutisme, le chapardage et l'absentéisme.

Les chiens du vieux monde *(Suite de la p. 5)*

du personnel ». Il est donc « **nécessaire** » d' « **inviter les travailleurs à rejeter l'aventurisme et l'irresponsabilité propagés par ces publications.** » Et, pour mieux en appeler à l'étatisation capitaliste de l'entreprise, les staliniens affirment que la « choix » est de « l'aventure » ou de l' « **action efficace et responsable** ». L'« issue de la lutte en dépend ». Comme si prolétaires communistes et « gauche » stalinienne du capital avaient quelque fois eu les mêmes intérêts !

De la canaille qui, il y a un trimestre, dans le bulletin du P.C. « **Le Moteur** », demandait à propos des tracts U.O., à Leroy - Somer (Angoulême), « **D'où vient l'argent ?** » — cette même usine où le patron a décerné aux groupes de l'U.O. ce brevet d'intransigeance révolutionnaire : « **Ces maniaques du dénigrement n'ont dans le cœur que la haine et la volonté de détruire** » — jusqu'aux trois dizaines de cogneurs qui sont tombés à bras raccourci sur trois camarades la briquetterie de Fumel (Lot-et-Garonne), le 6 mai dernier, partout où nous sommes passés, les vieux syndicats et les vieux partis ont accusé le coup.

A Lille, la première parution d'une feuille communiste U.O. à **Balamundi** a valu à nos camarades une double bordée. C.F.D.T. et C.G.T. y ont chacune été de leur salve. Les « autogestionnaires » d'abord : « La section C.F.D.T. et les travailleurs **ne peuvent rester insensibles** (eh, eh !) **aux attaques répétées de certains « anarchistes » qui restent dans l'ombre et n'ont pas le courage de se dévoiler** » (les lâches !). Contre ces « **irresponsables qui critiquent un petit peu tout « la C.F.D.T., elle, sait de quoi elle parle, (...) elle œuvre à la satisfaction de vos besoins à court terme et dispose d'un véritable projet de société basé sur la RESPONSABILITÉ : la Société AUTOGESTIONNAIRE.** » (Tract « **L'ombre ou la lumière** », C.F.D.T. Balamundi, 10 avril 1975). Les staliniens s'en prennent eux, dans un tract diffusé peu après, aux « **découreurs « révolutionnaires qui « réécrivent l'Histoire à leur façon** », qui « **prennent leurs désirs pour des réalités** » et appelle « **chacun** » à « **leur réserver le sort qui leur convient** »

Tout cela est très bien, qui contribue à établir devant tous les prolétaires que si les raclures de bidet de la vieille société n'ont plus de « désirs » depuis longtemps, leur « **réalité** » **n'est rien d'autre que le** désarroi devant la critique prolétarienne. **Assurément**, Nicolas, la commune leur réservera « le sort qui leur convient ». Tôt ou tard, mais à coup sûr.

Dépôt légal : 2e trimestre 1975 Commission Paritaire : nº 56 422 Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie des Quatre-Pavillons 2, rue Camille - Pelletan, 2 33150 CENON